

15 H 30

Résistance et alternatives pour une Europe des citoyens

Antonio CLUNY,

Procureur général adjoint près la Cour des Comptes du Portugal, membre du SMPP (Syndicat des Magistrats du Ministère Public du Portugal), membre du bureau de MÈDEL,

Marie-Anne SWARTENBROECKX,

Substitut du Procureur (Bruxelles), Secrétaire générale de MÈDEL (Magistrats Européens pour la Démocratie et les Libertés)

Les droits fondamentaux
à la croisée des chemins

16 H 30

Table ronde

animée par **Françoise TULKENS (Belgique)**,
Juge à la Cour Européenne
des Droits de l'Homme de Strasbourg

Elsa GARCIA-MALTRAS

Fonctionnaire à la Direction Générale
Justice et Affaires Intérieures de la
Commission européenne

Pavel PÌNKAVA

Avocat (Ostrava), représentant du barreau
de la République Tchèque

Gilles SAINATI,

Vice-Président du Tribunal de Grande
Instance (Perpignan), Vice-Président du
SM (Syndicat de la Magistrature)

Ellen PASMÁN,

Avocate (Amsterdam), membre du VSAN
(Vereniging Sociale Advokaatur Nederland)

Wolfgang BENDLER,

Avocat (Munich), membre du RAV
(Republikanischer Anwälten und
Anwâlterverein)

Jean-Claude BOUAL,

Secrétaire du CELSIG (Comité européen de
liaison sur les services d'intérêt général)

Alberto PERDUCA,

Magistrat, Directeur de la Direction Enquêtes
et Opérations à l'Office Européen de Lutte
anti-fraude (OLAF)

18 H 30

Conclusions du Colloque

JACQUES HAMAIDE,

Président fondateur du SAD (Syndicat des
Avocats pour la Démocratie), ancien Président
de l'AED (Avocats Européens démocrates),
ancien Président du Conseil Supérieur de la
Justice (Belgique)

21 H

Soirée européenne «muy typica» :

Repas «Mille et une nuits» et jazz New-Orleans
(réservation indispensable avant le 15 septembre)

Inscriptions colloque 20 €
Repas ENM 5 €
Soirée européenne 25 €

email : cab.boulangier@wanadoo.fr
Chèques à l'ordre de :
Section SAF Bordeaux
35 rue du Cdt Arnould 33000 Bordeaux



SAMEDI 2 OCTOBRE 2004

DÉRIVES PÉNALES EUROPÉENNES :

LES LIBERTÉS CONSTITUTIONNELLES CONTRE LA CULTURE SÉCURITAIRE

ÉCOLE NATIONALE DE LA MAGISTRATURE
PARVIS DES DROITS DE L'HOMME BORDEAUX



COLLOQUE ORGANISÉ PAR
AVOCATS EUROPÉENS DÉMOCRATES
MAGISTRATS EUROPÉENS POUR LA DÉMOCRATIE ET LES LIBERTÉS

DÉRIVES PÉNALES EUROPÉENNES: LES LIBERTÉS CONSTITUTIONNELLES CONTRE LA CULTURE SÉCURITAIRE

8 H 30

Accueil dans le Hall de l'École Nationale de la Magistrature

9 H

Allocutions de bienvenue

Gilbert AZIBERT,

Directeur de l'École Nationale de la Magistrature

Alain ROUSSET,

Président de la région Aquitaine

Philippe MADRELLE,

Sénateur,
Président du Conseil Général de la Gironde

Miguel CARMONA,

Président de l'Audiencia nacional (Séville),
Vice -Président de MEDEL (Magistrats Européens pour la Démocratie et les Libertés)

August GIL MATAMALA,

Avocat (Barcelone), Président de l'AED (Avocats Européens démocrates)

Bernard CONDAT,

Bâtonnier de l'Ordre des Avocats de Bordeaux

9 H 30

Généalogie des nouvelles normes européennes

Gérard BOULANGER,

Avocat (Bordeaux), ancien Président du SAF (Syndicat des Avocats de France), Président fondateur de l'AED (Avocats Européens démocrates)

Culture sécuritaire

et métamorphose de l'Etat «libéral»

Ignazio PATRONE,

Juge assistant à la Cour Constitutionnelle (Rome), Président de MEDEL (Magistrats Européens pour la Démocratie et les Libertés)

Évolution de la norme pénale européenne

10 H 30

Dérives pénales contre droits des citoyens

Vito MONETTI,

Substitut du Procureur général près la Cour de Cassation d'Italie (Rome),
membre de Magistratura Democratica

Robert SABATA,

Avocat (Barcelone), Président de l'Associacio Catalana per a la Defensa dels Drets Humans

Rapport sur les évolutions nationales en Europe

11 H 30

Débat

12 H 30

Inauguration citoyenne du parvis des Droits de l'Homme face à l'ENM

13 H

Repas dans le restaurant de l'ENM

14 H 30

Dérives pénales contre droits des citoyens (suite)

Anne MAESSCHALK,

Avocate (Charleroi), membre du SAD (Syndicat des Avocats pour la Démocratie)

Le sort des étrangers non européens, laboratoire des dérives nationales

Gilberto PAGANI,

Avocat (Milan), membre de LTE (Legal Team Europa)

La criminalisation des mouvements sociaux

Traduction simultanée des débats en français, anglais, espagnol.